



Ressources Robex Inc.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS - 1er TRIMESTRE
(NON AUDITÉS)
31 mars 2014

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Ressources Robex Inc. pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2014 ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet de procédés d'examen par nos auditeurs.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS (non audités)

Premiers trimestres
terminés les 31 mars

	2014	2013
	\$	\$
(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)		
REVENUS		
Intérêts	82	16 177
Autres revenus	4 105	9 630
	4 187	25 807
CHARGES		
Frais d'administration - note 6	586 401	428 177
Honoraires	200 961	128 700
Frais financiers	687 858	94 037
Pertes (gains) de change	308 673	(31 447)
Variation de la juste valeur des passifs financiers - note 24	5 692 954	4 415
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	224 394	717
	7 701 241	624 599
PERTE NETTE	7 697 054	598 792
PERTE ATTRIBUABLE AUX :		
Actionnaires ordinaires	7 617 420	598 792
Participation ne donnant pas le contrôle	79 634	---
	7 697 054	598 792
PERTE NETTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE - note 21	0,027 \$	0,002 \$

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS (non audités)

Premiers trimestres
terminés les 31 mars

	2014	2013
	\$	\$
(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)		
PERTE NETTE	(7 697 054)	(598 792)
Autres éléments du résultat étendu - Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Écart de conversion	1 506 214	(205 165)
RÉSULTAT ÉTENDU	(6 190 840)	(803 957)
RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX :		
Actionnaires ordinaires	(6 111 206)	(803 957)
Participation ne donnant pas le contrôle	(79 634)	---
	(6 190 840)	(803 957)

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**(non audité)****Période de trois mois terminée le 31 mars 2014**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Capital- actions	Réserve - options d'achat d'actions	Déficit	Total de l'avoir des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 19)	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013	45 253 460	2 381 571	(22 560 505)	25 074 526	2 232 980	(23 584)	27 283 922
Perte nette	---	---	(7 617 420)	(7 617 420)	---	(79 634)	(7 697 054)
Variation de l'écart de conversion	---	---	(8 595)	(8 595)	1 506 214	(955)	1 496 664
Apport en capital	20 889	---	---	20 889	---	2 321	23 210
Émission d'actions - note 18	---	---	---	---	---	---	---
Bons de souscription exercés - note 15	---	---	---	---	---	---	---
Frais d'émission d'actions	---	---	---	---	---	---	---
Options d'achat d'actions exercées au cours de la période - note 18	---	---	---	---	---	---	---
Options d'achat d'actions portées en charge au cours de l'exercice - note 18	---	---	---	---	---	---	---
Solde au 31 mars 2014	45 274 349	2 381 571	(30 186 520)	17 469 400	3 739 194	(101 852)	21 106 743

RESSOURCES ROBEX INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(non audité)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	Capital- actions	Réserve - option d'achat d'actions	Déficit	Total de l'avoire des actionnaires	Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 19)	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	43 853 774	2 392 263	(18 736 983)	27 509 054	(1 673 991)	938	25 836 001
Perte nette	---	---	(598 792)	(598 792)	---	---	(598 792)
Variation de l'écart de conversion	---	---	---	---	(205 165)	---	(205 165)
Émission d'actions - note 18	---	---	---	---	---	---	---
Bons de souscription exercés - note 15	291 536	---	---	291 536	---	---	291 536
Frais d'émission d'actions	---	---	---	---	---	---	---
Options d'achat d'actions exercées au cours de la période - note 18	---	---	---	---	---	---	---
Options d'achat d'actions portées en charge au cours de l'exercice - note 18	---	---	---	---	---	---	---
Options d'achat d'actions incluses dans les frais d'émission d'actions	---	---	---	---	---	---	---
Solde au 31 mars 2013	44 145 310	2 392 263	(19 335 775)	27 201 798	(1 879 156)	938	25 323 580

BILANS CONSOLIDÉS	31 mars	31 décembre
(non audités)	2014	2013
(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)	(non audités)	
	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse et équivalents de trésorerie	1 450 019	5 523 373
Stock - Note 7	603 393	19 526
Débiteurs - Note 8	1 785 345	1 521 961
	3 838 758	7 064 860
DÉPOTS VERSÉS	13 611	13 611
DROITS ET TITRES MINIERS - notes 9 et 10	21 976 390	20 820 555
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 11	32 840 441	25 607 220
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - note 12	264 790	253 152
	58 933 990	53 759 399
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs - note 13	2 712 499	2 026 257
Portion court terme de la dette long terme - note 14	3 425 411	3 239 964
Marge de crédit autorisée - note 14	5 770 276	1 350 398
	11 908 186	6 616 619
DEBENTURE CONVERTIBLE - note 17		
Droits de conversion à la juste valeur	7 760 273	4 332 495
Composante dette au coût amorti	7 701 897	7 393 378
BONS DE SOUSCRIPTION - note 15	5 729 865	3 131 898
DETTE À LONG TERME - note 14	4 359 751	4 790 943
PASSIF ENVIRONNEMENTAL - note 16	367 275	210 143
	37 827 247	26 475 476
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions - note 18	45 274 349	45 253 460
Réserve - options d'achat d'actions - note 18	2 381 571	2 381 571
Déficit	(30 186 520)	(22 560 505)
Total de l'avoir des actionnaires	17 469 400	25 074 526
Cumul des autres éléments du résultat étendu - note 19	3 739 194	2 232 980
Participation ne donnant pas le contrôle	(101 852)	(23 584)
Total des capitaux propres	21 106 743	27 283 922
	58 933 990	53 759 399

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités)

Premiers trimestres
terminés les 31 mars

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

	2014	2013
	\$	\$
ENTRÉES (SORTIES) NETTES D'ENCAISSE LIÉES AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :		
Exploitation		
Perte nette	(7 697 054)	(598 792)
Ajustements pour :		
Variation de la juste valeur des passifs financiers	5 692 954	4 415
Écart de change sur évaluation des passifs financiers en résultat net	288 556	---
Frais financiers nets	687 776	77 860
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	224 394	717
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement - note 20	(247 181)	692 433
Intérêts payés	(421 108)	(94 037)
Intérêts reçus	82	16 177
	(1 471 581)	98 773
Investissement		
Addition aux droits et titres miniers	(270 315)	(537 707)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 162 404)	(5 475 228)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(20 312)	(151 434)
	(6 453 030)	(6 164 369)
Financement		
Émission et souscription d'actions ordinaires	---	283 500
Emprunt à long terme	4 619 479	773 550
Remboursement de la dette	(810 688)	---
	3 808 791	1 057 050
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	42 466	26 436
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 073 354)	(4 982 111)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	5 523 373	8 317 457
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 450 019	3 335 346
La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	1 450 019	878 341
Fonds du marché monétaire	---	2 457 005
	1 450 019	3 335 346

Des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie sont fournies à la note 20

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

1 - DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Description de l'entreprise

Ressources Robex Inc. (la "société") est une société junior canadienne d'exploration et de développement minier qui est actuellement titulaire de sept permis d'exploration et d'un huitième conjointement avec Resolute Mining, tous localisés au Mali en Afrique de l'Ouest. La société travaille et s'active présentement au développement de ces permis, qui démontrent tous une géologie favorable avec un potentiel pour la découverte de gisements aurifères. La société développe notamment son gisement de Nampala, situé sur le permis de Mininko, pour lequel une étude de faisabilité a été réalisée et qui démontre une rentabilité en vue de l'exploitation d'une mine. Depuis la fin de l'année 2012, la société s'affaire à construire une usine de production d'or. L'adresse du siège social est le 437 Grande-Allée Est, Québec (Québec), G1R 2J5, Canada.

Continuité d'exploitation

Les présents états financiers consolidés (les "états financiers") sont préparés selon les principes comptables applicables à une entreprise en exploitation, qui présument que la société poursuivra ses activités pendant une période raisonnable et qu'elle sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

La société a subi d'importantes pertes d'exploitation au cours des derniers exercices financiers et n'a pas encore déterminé si l'ensemble des biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement, à l'exception du permis de Mininko, dont la mise en exploitation est prévue au cours de l'année 2014.

La continuité de la société dépend de sa capacité à obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Le Mali fait l'objet depuis plusieurs années d'un conflit armé dans sa partie Nord. Bien que les conditions géopolitiques se soient améliorées, notamment depuis les élections présidentielles du 11 août 2013, et bien que les permis détenus par la société soient situés dans la partie Sud et Ouest de Mali, il y a toujours un risque que la société ne puisse recouvrir ses actifs ou assumer ses passifs, ni poursuivre ses activités, notamment l'exploitation de sa mine de Nampala, en cas de dégradation du contexte géopolitique.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

2 - DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Ces états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS) et ont été approuvés par le conseil d'administration le 28 mai 2014.

Les états financiers sont présentés en dollar canadien, devise qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la société. Le franc CFA est considéré comme étant la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales.

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation

Les états financiers consolidés condensés pour le trimestre finissant le 31 mars 2014 n'incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers consolidés annuels complets et devraient être lu à la lumière des états financiers consolidés annuels de la société au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part de l'auditeur indépendant de la société.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la société et ceux de ses filiales "Société Robex N'Gary SA" dans laquelle la société détient une participation de 85 %, "Ressource Robex Mali S.A.R.L." détenue en propriété exclusive et "Nampala SA", dans laquelle la société détient une participation de 90 %. Ces trois filiales sont toutes situées au Mali. Tous les opérations et soldes intercompagnies ont été éliminés.

La participation ne donnant pas le contrôle dans les actifs nets des filiales consolidées est identifiée séparément de la valeur nette de la société. La participation ne donnant pas le contrôle représente la participation ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition du regroupement d'entreprises plus la participation ne donnant pas le contrôle dans les changements à la valeur nette depuis la date d'acquisition.

Le résultat étendu des filiales est attribué aux propriétaires de la société et aux actionnaires sans contrôle, même si cela entraîne un solde déficitaire pour les parts des actionnaires sans contrôle.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (Suite)**Monnaie fonctionnelle et de présentation**

La monnaie de présentation des états financiers consolidés est le dollar canadien, à moins qu'il en soit mentionné autrement. Le franc CFA est considéré comme étant la monnaie fonctionnelle de la société et de ses filiales.

La conversion de la monnaie fonctionnelle à la monnaie de présentation se fait comme suit :

- Tous les actifs et dettes monétaires sont convertis au taux de change de clôture aux dates de chaque bilan présenté;
- Tous les revenus et dépenses de chaque état des résultats et du résultat étendu sont convertis aux taux de change moyen pour les exercices présentés;
- Tous les gains ou pertes de change qui en découlent sont comptabilisés comme étant une composante distincte dans les autres éléments du résultat étendu.

Toute conversion de montants en dollars canadiens ne devrait pas être interprétée comme une représentation que de tels montants ont été, pourraient être ou seront à l'avenir convertibles en dollars canadiens aux taux de change utilisés, ou à tout autre taux de change.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût des stocks de matières consommables et de pièces de rechanges est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des stock de minerai empilé est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, moins les charges de vente variables qui s'appliquent.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'achat et les autres coûts engagés pour amener les stocks à leur état et lieu actuels. Les coûts d'achat comprennent le prix d'achat, les droits d'importation et les taxes non recouvrables, de même que les coûts de transport, de manutention et autres qui sont directement attribuables à l'acquisition de produits finis, de matières ou de services.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (Suite)**Immobilisations**Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement et subséquemment comptabilisées au coût et amorties selon, soit la méthode de l'utilisation programmée de l'actif (méthode 1), soit la méthode de l'amortissement linéaire (méthode 2), ou encore soit la méthode de l'amortissement dégressif (méthode 3). L'amortissement de ces immobilisations est soit passé en charge, soit capitalisé dans le coût d'une autre immobilisation en cours de construction lorsque cet actif est un coût incrémental nécessaire à la fabrication ou à la construction de cette autre immobilisation. Les immobilisations corporelles sont amorties une fois qu'elles sont prêtes à être mises en service. Avant de commencer à être amorties, elles sont classées comme immobilisations en cours.

	Méthode	Taux	Durée amortissement
Usine et machinerie	1 2		6 ans
Équipements et outillages industriels	1 3	20%	
Installations électriques	2 3	20%	6 ans
Laboratoire	2		6 ans
Véhicules	3	30%	
Équipements informatiques	3	30%	
Chemins et accès	1		
Bâtiments annexe	2		6 ans
Mobilier	3	20%	
Équipements d'exploration	3	20% à 45%	
Améliorations locatives	2		3 ans

Lorsqu'une installation ou un équipement comprend des composantes significatives qui ont des durées de vie utile différentes, les composantes sont comptabilisées séparément, soit comme des éléments de l'installation ou des pièces d'équipement, et amorties selon leur propre mode et durée.

Les dépenses engagées pour remplacer une composante d'un élément de la propriété, de l'installation ou de l'équipement qui est comptabilisée séparément sont immobilisées. Les dépenses directement attribuables qui sont engagées pour des grands projets d'immobilisation et la préparation du site sont immobilisées jusqu'à ce que l'actif soit dans une condition de fonctionnement par rapport à l'utilisation prévue. Ces coûts comprennent les frais de démantèlement et de restauration du site dont la contrepartie est comptabilisée en tant que provision.

Les frais d'entretien quotidiens sont comptabilisés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Les intérêts engagés par la société et relatifs à la construction de certaines immobilisations corporelles sont comptabilisés au sein même de l'actif.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

3 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - (Suite)**Immobilisations - (suite)**Obligations liées à la mise hors service des immobilisations

La société comptabilise la valeur actualisée des coûts estimatifs des obligations légales et constructives nécessaires à la restauration des emplacements dans la période pendant laquelle l'obligation est engagée avec une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe. Pour les endroits où les activités minières ont cessé, les changements dans les obligations sont comptabilisés en charge directement à l'état consolidé des résultats. L'obligation est généralement considérée comme ayant été engagée lorsque les actifs miniers sont construits ou le milieu de terrain est perturbé à l'emplacement de production. Le passif actualisé est ajusté à la fin de chaque période pour refléter le passage du temps, sur la base d'un taux d'actualisation réel sans risque qui reflète les appréciations actuelles du marché et les changements dans les flux de trésorerie futurs estimatifs sous-jacents à l'obligation.

La société estime également le moment des dépenses, ce qui est susceptible de changer en fonction de la poursuite de l'exploitation ou des réserves nouvellement découvertes.

Les changements dans les coûts de restauration ou de taux d'actualisation sont comptabilisés prospectivement comme des changements d'estimation aux actifs correspondants et obligation de mise hors service quand ils se produisent.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont initialement et subséquemment comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30 %.

Révision des durées de vie et méthodes d'amortissement

À chaque fin de trimestre, la société revoit les modes d'amortissement et durée de vie des immobilisations corporelles et incorporelles. En cas de changement dans ces estimations, celui-ci est comptabilisé de manière prospective.

Frais subséquents

Les frais de remplacement d'un élément de la propriété, de l'installation ou de l'équipement sont comptabilisés lorsque les frais sont engagés s'il est probable que la société bénéficie des avantages économiques futurs et que le coût de l'élément puisse être évalué de manière sûre. Tous les autres frais sont reconnus comme une dépense, au moment où ils sont engagés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

4 - MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au 31 mars 2014, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés condensés. Ces nouvelles normes et interprétations révisées doivent être mises en œuvre pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015, sauf indication contraire.

IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions

IFRS 3 - Regroupements d'entreprises

IFRS 8 - Secteurs opérationnels

IFRS 9 - Instruments financiers

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

IFRS 14 - Compte de report réglementaires

IAS 16 - Immobilisations corporelles

IAS 19 - Avantages du personnel (modifiée en 2011)

IAS 24 - Information relative aux parties liées

IAS 38 - Immobilisations incorporelles

IAS 40 - Immeubles de placement

La société évalue actuellement les incidences de l'adoption de ces nouvelles normes et interprétations révisées et comptes les adopter au 1er janvier 2015.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

5 - INFORMATION SECTORIELLE

A) Secteurs d'exploitation – Les opérations de la société sont principalement orientées vers l'acquisition, l'exploration et la production d'or dans la région de l'Afrique de l'Ouest. En conséquence, la société est organisée selon un secteur unique.

B) Secteurs géographiques – Les actifs de la société par secteur géographique sont comme suit :

	31 mars 2014		
	(non audités)		
	\$		
	Afrique de	Canada	Total
	l'Ouest		
Stock	603 393	---	603 393
Droits et titres miniers	21 976 390	---	21 976 390
Immobilisations corporelles	32 749 482	90 959	32 840 441
Immobilisations incorporelles	264 790	---	264 790
	55 594 055	90 959	55 685 014

	31 décembre 2013		
	\$		
	Afrique de	Canada	Total
	l'Ouest		
Stock	19 526	---	19 526
Droits et titres miniers	20 820 555	---	20 820 555
Immobilisations corporelles	25 528 503	78 717	25 607 220
Immobilisations incorporelles	253 152	---	253 152
	46 621 736	78 717	46 700 453

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

6 - FRAIS D'ADMINISTRATION**Premiers trimestres
terminés les 31 mars**

	2014	2013
	\$	\$
Salaires	355 820	329 484
Frais de déplacements	55 547	50 685
Assurances	8 032	8 024
Loyer	16 865	6 000
Divulgence et maintien à la Bourse	19 907	26 944
Publicité	4 183	---
Télécommunications	47 244	2 453
Frais de bureau	14 228	4 587
Frais généraux	64 575	---
	586 401	428 177

7 - STOCK

	31 mars	31 décembre
	2014	2013
	(non audités)	
	\$	\$
Stock de minerai	118 455	---
Stock de pièces et fournitures	484 939	19 526
	603 393	19 526

8 - DÉBITEURS

	31 mars	31 décembre
	2014	2013
	(non audités)	
	\$	\$
Avances aux fournisseurs	1 660 164	1 305 845
Taxes indirectes	99 193	64 467
Autres débiteurs	25 988	151 649
	1 785 345	1 521 961

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS, ET COÛTS D'EXPLORATION CAPITALISÉS

Le coût d'acquisition ainsi que les dépenses d'exploration et de développement reportées par projet s'établissent comme suit :

	31 mars 2014 (non audités) \$	31 décembre 2013 \$
Diangounté (1)		
Intérêts indivis de 85 %		
Acquisition	1 207 880	1 162 605
Exploration	4 350 695	4 161 815
Kolomba		
Intérêts indivis (2)		
Acquisition	65 746	63 282
Exploration	698 393	646 869
Moussala		
Intérêts indivis (3)		
Acquisition	24 474	23 556
Exploration	1 531 408	1 358 681
Willi-Willi Est		
Intérêts indivis (4)		
Acquisition	154 767	148 966
Exploration	1 529 265	1 415 754
Willi-Willi Ouest		
Intérêts indivis (4)		
Acquisition	154 651	148 854
Exploration	797 184	711 115
À reporter :	10 514 463	9 841 497

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS, ET COÛTS D'EXPLORATION CAPITALISÉS - (suite)

	31 mars 2014 (non audités) \$	31 décembre 2013 \$
Solde reporté :	10 514 463	9 841 497
Mininko		
Intérêts indivis (5)		
Acquisition	692 181	666 237
Exploration	9 200 860	8 828 087
Kamasso		
Intérêts indivis (5)		
Acquisition	690 413	664 534
Exploration	427 544	411 518
	1 117 957	1 076 052
Provision pour dépréciation	(1 117 957)	(1 076 052)
	---	---
Sanoula		
Intérêts indivis (6)		
Acquisition	198 951	191 493
Exploration	734 602	681 722
N'Golopène		
Intérêts indivis (7)		
Acquisition	456 754	439 633
Exploration	663 318	638 455
Encaissement d'option	(484 739)	(466 569)
	21 976 390	20 820 555

Au 31 mars 2014, le total des coûts d'acquisition et celui des dépenses d'exploration s'établissent respectivement à 2 470 665 \$ (2 378 057 \$ au 31 décembre 2013) et 19 505 725 \$ (18 442 498 \$ au 31 décembre 2013).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS, ET COÛTS D'EXPLORATION CAPITALISÉS - (suite)

- (1) Le titre minier de Diangounté est détenu à 100 % par la Société Robex N'Gary SA, société de droit malien dont Ressources Robex inc. détient 85 % des actions émises et dont N'Gary Transport, une société non apparentée, détient 15 %. Ce permis a été attribué le 18 mai 2009 et expire le 17 mai 2016. Le permis a reçu un premier renouvellement le 9 octobre 2012. Le second renouvellement est prévu pour juin 2014.

En vertu d'une entente, la société devra payer une redevance d'un montant de 750 000 \$ US par million d'onces d'or prouvées en excédent de 500 000 onces. Cette redevance est payable 50 % en espèces et 50 % en actions, selon des modalités prévues à l'entente.

- (2) La Société détient le permis, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive Ressources Robex Mali S.A.R.L. Ce permis de recherche et d'exploration lui a été octroyé le 17 janvier 2013. La durée de validité de ce permis est de 3 ans, renouvelable 2 fois, pour 2 années, soit pour une durée totale de 7 ans.

- (3) La société détient 100 % du permis de recherche.

Le permis de recherche et d'exploration a été renouvelé en octobre 2008, puis en août 2012. Celui-ci viendra à échéance le 10 octobre 2014.

Advenant la décision d'exploiter un gisement, une société d'exploitation devra être créée afin de l'opérer. L'État Malien détiendra en tout temps une participation de 10 % du capital actions, participation reçue à titre gratuit. Cette société d'exploitation rembourserait une somme de 871 000 \$ US à l'État malien à titre de travaux de recherche ou de prospection.

- (4) Le titre minier de Willi-Willi est détenu à 95 % par la société.

Les permis de recherche et d'exploration ont été attribués en septembre 2005 et la société a obtenu les renouvellements pour une période de 3 ans en février 2009 et en juin 2012. Les permis expirent en septembre 2014.

Un NSR de 2 % sera conservé par le vendeur, dont 1 % pourra être racheté pour 1 million de dollars US sur chacune des propriétés. Un NSR devient exigible dans la situation où une entité est formée dans le but d'extraire des substances minérales de la région couverte par le permis d'exploration. Le NSR correspond aux revenus de la vente des substances minérales extraites moins certains frais. Le paiement du NSR doit être effectué dans les 30 jours suivant l'encaissement des revenus de la vente des minéraux. De plus, le vendeur se réserve en tout temps 5 % des actions de l'entité à être formée sans obligations financières de sa part.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS, ET COÛTS D'EXPLORATION CAPITALISÉS - (suite)

- (5) Depuis le 30 avril 2007, la société détient 100 % des titres miniers de ces propriétés et le vendeur bénéficiait de redevances NSR de 2 % sur lesquelles la société a un droit de premier refus. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la société a procédé à l'acquisition de la moitié de ces redevances en contrepartie d'une somme payée en espèce de 250 000 \$. Dorénavant, le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 1 % sur lesquelles la société a toujours un droit de premier refus.

Le 8 novembre 2011, la société a rendu publique une étude de faisabilité confirmant une exploitation rentable possible sur le site de Mininko.

Le permis de recherche de la propriété de Kamasso est arrivé à échéance. Bien que la société effectue présentement des démarches pour obtenir un renouvellement de ce permis, en date des états financiers, compte tenu qu'elle ne peut présumer du succès de son renouvellement, la société a donc décidé de comptabiliser une provision pour dépréciation sur ce permis pour un montant de 1 076 052 \$ au 31 décembre 2013 (0 \$ au 31 décembre 2012).

Le 1er mars 2012, la filiale en propriété exclusive Ressources Robex Mali S.A.R.L. s'est vue octroyer son permis de recherche et d'exploration sur la propriété de Mininko. La durée de ce permis est de trois ans et est renouvelable deux fois. La durée de chaque période de renouvellement est égale à deux ans, pour un total de 7 ans. Ce permis expire le 28 février 2019.

Le 14 avril 2012, la société a reçu son permis d'exploitation d'or et des substances minérales attribué à Nampala S.A. relativement à la propriété de Mininko. Ce permis d'exploitation est valide pour une durée de 30 ans.

De plus, lors de l'attribution du permis d'exploitation, l'État malien s'est vu octroyer 10% des actions de Nampala S.A. à titre gratuit. L'État malien pourrait décider d'acquérir 10 % supplémentaire à titre onéreux, ce qu'il n'a pas fait à la date des ces états financiers.

- (6) Depuis le 31 décembre 2008, la société détient 100 % du titre minier par l'entremise de sa filiale Ressources Robex Mali SARL, filiale en propriété exclusive. Le vendeur bénéficiera de redevances NSR de 2 % sur lesquelles la société aura un premier droit de refus.

Le permis de recherche et d'exploration a été attribué le 2 février 2012. La durée de ce permis est de trois ans et est renouvelable deux fois. La durée de chaque période de renouvellement est égale à deux ans, pour un total de 7 ans. Ce permis expire en février 2019.

La société est soumise à certaines obligations minimales de travaux d'exploration à engager sur la durée de validité du permis.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

9 - DROITS ET TITRES MINIERS, ET COÛTS D'EXPLORATION CAPITALISÉS - (suite)

- (7) La société a conclu en juin 2006 une entente portant sur l'acquisition, sur une période de deux ans, de la totalité des intérêts indivis des permis de recherche et d'exploration en République du Mali pour un montant de 245 000 \$US. En janvier 2008, une nouvelle entente a été conclue précisant que la société acquerrait plutôt 93 % des intérêts indivis de la propriété. Le solde de l'acquisition de 125 000 \$US a été réglé en totalité au cours de 2008. En mai 2011, la société a procédé à l'acquisition de l'intérêt indivis résiduel de 7 % en contrepartie d'une somme payée en espèces de 153 192 \$. Conséquemment, le titre est désormais détenu à 100 %, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Ressources Robex Mali S.A.R.L.

Un NSR de 2 % sera conservé par le vendeur, qui pourra être racheté pour 500 000 \$ US.

Le permis de recherche et d'exploration a été attribué en mai 2010 et est valable pour une durée de trois ans, renouvelable 2 fois, pour un total de 9 ans.

En juillet 2011, la société a conclu une entente de partenariat avec Resolute Mining Limited permettant à cette dernière d'acquérir jusqu'à 70 % d'intérêt dans le permis N'Golopène. Selon les conditions de cette entente, Resolute Mining Limited pouvait acquérir une première participation de 51% dans la coentreprise une fois les conditions suivantes remplies : payer un montant initial de 400 000 dollars australiens dans les premiers 12 mois de l'entente, soit en argent, soit en actions de Resolute Mining Limited, ou soit en combinant les deux et contribuer financièrement aux dépenses de la coentreprise pour un montant total d'un million de dollars US durant la période d'acquisition initiale de 2 ans. Après cette période, Resolute Mining Limited pourra choisir d'acquérir 19 % additionnel de la coentreprise en investissant 1,5 million de dollars US additionnel dans les 2 années subséquentes ou en complétant une étude de faisabilité. À ce jour, un montant total de 400 000 dollars australiens a été encaissé par rapport à cette entente. Ce montant a été comptabilisé en diminution de la valeur de la propriété. De plus, Resolute Mining Limited a investi plus d'un million de dollars US au cours des 2 premières années, ce qui fait que Robex ne détient plus que 49 % de ce partenariat.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

10 - ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS ET DÉPENSES D'EXPLORATION ET DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉES**ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS**

	31 mars 2014 \$ (3 mois)	31 décembre 2013 \$ (12 mois)
Solde au début	2 378 057	2 723 896
Provision pour dépréciation	(690 413)	(664 534)
Effet de la variation du taux de change	783 021	318 695
Solde à la fin	2 470 665	2 378 057

DÉPENSES D'EXPLORATION ET DE DÉVELOPPEMENT

Solde au début	18 442 498	15 025 850
<u>Ajouter :</u>		
Honoraires de gestion	28 254	175 005
Travaux d'exploration	156 954	1 110 349
Équipement	7 362	48 169
Honoraires - développement	34 019	128 701
Frais de déplacements	15 847	108 433
Fournitures et autres	27 878	94 565
	270 315	1 665 222
Amortissement d'immobilisations corporelles et incorporelles	72 168	265 399
Provision pour dépréciation	(427 544)	(411 518)
Effet de la variation du taux de change	1 148 288	1 897 545
	1 063 227	3 416 648
Solde à la fin	19 505 725	18 442 498
SOLDE TOTAL	21 976 390	20 820 555

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

11 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Usine et machineries	Équipements et outillages industriels	Laboratoire	Véhicules	Équipements informatiques	Chemins et accès	Bâtiments annexes	Mobilier	Équipements d'exploration	Améliorations locatives	Immobilisations en cours	TOTAL
Coût												
Solde au 31 décembre 2012	430 269	109 088	15 743	203 430	28 739	59 964	83 616	16 505	1 167 978	---	1 547 108	3 662 440
Additions												
Actifs acquis	977 132	156 051	142 684	308 590	185 623	101	1 421 066	267 864	225 000	17 433	17 628 963	21 330 506
Effet de la variation du taux de change	43 242	20 491	1 842	45 735	14 535	7 014	9 783	323 107	(153 192)	442	1 464 802	1 777 802
Solde au 31 décembre 2013	1 450 643	285 630	160 269	557 755	228 897	67 079	1 514 465	607 476	1 239 786	17 875	20 640 873	26 770 748
Additions												
Actifs acquis	17 456	75 204	---	---	29 467	950 490	12 605	66 968	---	2 174	5 366 880	6 521 244
Effet de la variation du taux de change	56 494	11 123	6 241	21 720	8 955	2 613	58 979	23 732	48 282	713	803 831	1 042 683
Solde au 31 mars 2014	1 524 593	371 957	166 510	579 475	267 319	1 020 182	1 586 049	698 176	1 288 068	20 762	26 811 584	34 334 675

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2014, des frais d'intérêts de 203 097 \$ sont inclus dans les coûts d'acquisitions des immobilisations (800 115 \$ pour l'exercice finissant le 31 décembre 2013). Aussi, pour le trimestre finissant le 31 mars 2014, un montant de 148 949 \$ est inclus dans les coûts d'acquisition représentant la provision pour frais de démantèlement des immobilisations (210 143 \$ pour l'exercice finissant le 31 décembre 2013). Enfin, au premier trimestre de 2014, un montant de 6 795 \$ concernant l'amortissement de certaines immobilisations a été reclassé dans le coût d'immobilisations en cours (21 324 \$ pour l'exercice finissant le 31 décembre 2013).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

11 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES - (suite)

	Usine et machineries	Équipements et outillages industriels	Laboratoire	Véhicules	Équipements informatiques	Chemins et accès	Bâtiments annexes	Mobilier	Équipements d'exploration	Améliorations locatives	Immobilisations en cours	TOTAL
Amortissements cumulés												
Solde au 31 décembre 2012	3 084	2 915	381	69 272	21 913	2 811	1 750	9 583	571 783	---	---	683 492
Amortissement de l'exercice	45 726	31 867	1 626	75 641	19 091	1 965	13 745	47 752	145 954	654	---	384 019
Effet de la variation du taux de change	360	(243)	27	11 330	2 741	329	205	152 661	(71 412)	17	---	96 017
Solde au 31 décembre 2013	49 170	34 539	2 034	156 243	43 745	5 105	15 700	209 996	646 325	671	---	1 163 528
Amortissement de l'exercice	55 149	14 702	6 850	29 420	15 456	42 287	65 406	22 588	31 502	1 579	---	284 938
Effet de la variation du taux de change	1 915	1 352	79	6 208	1 711	198	611	8 254	25 402	37	---	45 768
Solde au 31 mars 2014	106 234	50 593	8 963	191 871	60 912	47 590	81 717	240 838	703 229	2 287	---	1 494 234
Valeur nette :												
Au 31 décembre 2013	1 401 473	251 091	158 235	401 512	185 152	61 974	1 498 765	397 480	593 461	17 204	20 640 873	25 607 220
Au 31 mars 2014	1 418 359	321 364	157 547	387 604	206 407	972 592	1 504 332	457 338	584 839	18 475	26 811 584	32 840 441

Des immobilisations d'une valeur comptable de 26 811 584 \$ ne font pas l'objet d'un amortissement parce qu'elles sont soit en cours de construction, soit en cours d'installation au 31 mars 2014 (20 643 873 \$ au 31 décembre 2013).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

12 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31 mars 2014 \$ (3 mois)	31 décembre 2013 \$ (12 mois)
Logiciels		
Coût		
Solde au début	296 906	20 459
<u>Addition:</u>		
Actifs acquis	20 312	252 596
Effet de la variation du taux de change	11 562	23 851
Solde à la fin	328 780	296 906
Amortissement cumulé		
Solde au début	43 754	5 537
Amortissement de l'exercice	18 420	35 363
Effet de la variation du taux de change	1 816	2 854
Solde à la fin	63 990	43 754
Valeur nette :	264 790	253 152

13 - CRÉDITEURS

	31 mars 2014 (non audités) \$	31 décembre 2013 \$
Intérêts courus	719 534	331 152
Autres créditeurs	1 992 964	1 695 106
	2 712 499	2 026 257

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

14 - DETTE À LONG TERME

Emprunt auprès d'un fournisseur, taux d'intérêts annuels de 10 %, remboursable mensuellement par versements de 194 192 \$ (83 502 722 Francs CFA) plus les intérêts, jusqu'au mois de janvier 2016 inclusivement.

Emprunt auprès d'un fournisseur, montant maximal de 3 481 500 \$ (1 500 000 000 Francs CFA), intérêts annuels de 10 %, garanti par une hypothèque foncière sur le permis d'exploitation d'or et de substances minérales dans la zone de Nampala. La société ne pourra verser de dividendes avant le règlement des échéances dues au fournisseur. Cet emprunt est remboursable par 36 versements mensuels de 96 708 \$ (41 666 667 Francs CFA) plus les intérêts, jusqu'en décembre 2016 inclusivement.

Portion court terme de la dette à long terme

MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

Marge de crédit autorisée, d'une banque malienne, pour un montant maximal de 1 160 500 \$ (500 000 000 Francs CFA). Taux d'intérêts annuels de 9%. La date d'échéance de cette marge de crédit est le 31 mars 2014.

Marge de crédit autorisée, d'une banque malienne, pour un montant maximal de 5 802 500 \$ (2 500 000 000 Francs CFA). Taux d'intérêts annuels de 8%.

	31 mars 2014 (non audités) \$	31 décembre 2013 \$
	4 303 662	4 679 907
	3 481 500	3 351 000
	7 785 162	8 030 907
	3 425 411	3 239 964
	4 359 751	4 790 943
	1 150 797	1 350 398
	4 619 479	---
	5 770 276	1 350 398

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

15 - BONS DE SOUSCRIPTION

Les bons de souscription émis ont varié comme suit :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2014		Période de douze mois terminée le 31 décembre 2013	
	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré
En circulation au début	81 388 888	0,24 \$	101 811 438	0,25 \$
Exercés	---	---	(1 525 000)	0,18 \$
Annulés ou échus	---	---	(18 897 550)	0,26 \$
En circulation à la fin	81 388 888	0,24 \$	81 388 888	0,24 \$
Pouvant être exercés	81 388 888	0,24 \$	81 388 888	0,24 \$

Il n'y a eu aucun bon de souscription qui a été émis au cours du trimestre terminé le 31 mars 2014 (aucun bon de souscription émis pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2013).

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les bons de souscription de la société au 31 mars 2014.

Nombre	Prix d'exercice	Échéance (année)
1 388 888	0,30 \$	0,1
80 000 000	0,25 \$	3,6
81 388 888		

Du fait que ces instruments sont payables en dollar canadien, devise qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la société, les bons de souscription ne respectent pas les critères définis par les IFRS pour la classification en tant qu'instruments de capitaux propres. Ils sont ainsi considérés comme des dérivés évalués initialement et subséquemment à la juste valeur et présentés en tant que passif financier. Toute variation ultérieure de la juste valeur est comptabilisée par résultat net.

La juste valeur des bons de souscription est présentée à la note 24 ci-après.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

**16 - OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE DES
IMMOBILISATIONS**

	31 mars 2014 (non audités) \$	31 décembre 2013 \$
Provision relative au démantèlement ultérieur des installations en cours de construction sur le site de Nampala	367 275	210 143

Les activités de la société sont assujetties à diverses lois et réglementations relatives à la restauration de l'environnement et de fermeture des dispositions pour lesquelles la société estime les coûts futurs. Ces dispositions peuvent être révisées sur la base des modifications apportées à ces lois et règlements et de la disponibilité de nouvelles informations, comme les changements dans les réserves correspondant à un changement dans la vie de la mine et les taux d'actualisation, les changements dans les coûts estimatifs des activités de remise en état et l'acquisition ou la construction d'une nouvelle mine. La Société constitue une provision sur la base de la meilleure estimation des coûts futurs de remise en état des sites miniers et des installations de production connexes sur une base actualisée.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

17 - DÉBENTURES CONVERTIBLES

La société a émis le 21 novembre 2013 des débentures convertibles d'un montant de 11 940 000 \$, non garanties, venant à échéance le 20 novembre 2016. Ce montant est convertible en 79 600 000 actions ordinaires de la société, jusqu'au 20 novembre 2016, au prix de 0,15 \$ par action. Les débentures portent intérêts au taux de 10 % annuellement et ceux-ci sont payables en numéraires à chaque date anniversaire. Les intérêts ne sont pas convertibles en actions de la société, mais pourront être réglés en actions de la société en fonction du cours de l'action à ce moment, et sujet à la pré-approbation de la Bourse. Dans certaines situations, la société a la possibilité de faire une offre de rachat équivalent à 105% du capital et des intérêts courus et impayés aux détenteurs avant terme.

Les débentures convertibles se distinguent en deux composantes, la partie dette et la partie droit de conversion. Ces deux composantes ont été évaluées à leur juste valeur initialement à la date d'émission des débentures, soit le 21 novembre 2013. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2014, un montant de 294 411 \$ a été comptabilisé à titre d'intérêts courus (0\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2013) et un montant d'intérêts effectifs de 308 519 \$ a été comptabilisé concernant la partie dette de cette débenture (0\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2013). Les justes valeurs de ces débentures sont les suivantes:

	31 mars 2014	31 décembre 2013
	\$	\$
Droits de conversion à la juste valeur	7 760 273	4 332 495
Composante dette au coût amorti	7 701 897	7 393 378
	15 462 170	11 725 873

Les justes valeurs des droits de conversion évaluées au 31 mars 2014 ainsi qu'au 31 décembre 2013, l'ont été selon le modèle d'évaluation de prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses suivantes :

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Taux d'intérêt sans risque	1,07%	1,10%
Volatilité prévue	50%	50%
Taux de rendement des actions	0%	0%
Durée de vie restante	2,65 années	2,89 années

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

18 - CAPITAL-ACTIONS**Autorisé :**

Actions en nombre illimité et sans valeur nominale :

ordinaires

privilégiées, sans droit de vote, à dividende non cumulatif variable

n'excédant pas 14 %, non participantes dans les biens restants,

rachetables au prix payé

Émis et entièrement payé :**283 425 539 actions ordinaires**

(31 décembre 2013 - 283 425 539 actions ordinaires)

31 mars 2014 (non audités)	31 décembre 2013
\$	\$
45 253 460	45 253 460

Année 2014

Aucune émission d'actions n'a eu lieu au cours du premier trimestre de l'exercice 2014.

Année 2013

En novembre 2013, la société a émis 6 666 667 actions pour un montant en espèce de 1 000 000 \$.

En juillet 2013, la société a émis 250 000 actions suite à l'exercice d'options d'achat d'actions pour un montant en espèces de 35 000 \$. La valeur des options exercées qui a été reclassée dans le capital-actions est de 24 000 \$.

En mai 2013, la société a émis 250 000 actions suite à l'exercice d'options d'achat d'actions pour un montant en espèces de 36 250 \$. La valeur des options exercées qui a été reclassée dans le capital-actions est de 21 900 \$.

Au cours du premier trimestre terminé le 31 mars 2013, la société a émis 1 525 000 actions suite à l'exercice de bons de souscription pour un montant en espèces de 274 500 \$. La juste valeur des bons de souscription exercés qui a été reclassée dans le capital action est de 8 036 \$.

Un montant de 5 000 \$ a été payé concernant l'émission de ces actions. Aucun frais de financement n'a été payé concernant ces émissions d'actions de 2013.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

18 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)**Régime d'options d'achat d'actions**

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, la société peut attribuer des options à certains administrateurs, dirigeants, employés clés et fournisseurs. Le nombre total d'actions ordinaires du capital-actions de la société pouvant être émises en vertu du présent régime est 10 000 000 d'actions. Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour la levée d'options en faveur d'un titulaire ne doit pas représenter plus de cinq pour cent (5 %) des actions ordinaires émises et en circulation de la société. Au moment de chaque octroi d'options, le conseil d'administration détermine l'échéance et le prix d'exercice de celles-ci. L'échéance des options émises ne peut excéder cinq ans et depuis avril 2009, le prix d'exercice peut être fixé à un prix escompté. Depuis avril 2009, les options octroyées aux termes de ce régime sont acquises au moment de l'octroi, sauf pour les options octroyées aux conseillers en financement qui sont acquises sur une période de 12 mois, à raison de 25 % par période de trois mois.

Les options d'achat d'actions octroyées par la société sont réglables en instruments de capitaux propres de la société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

18 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

Les options d'achat d'actions ont varié comme suit :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2014		Période de douze mois terminée le 31 décembre 2013	
	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exer- cice moyen pondéré
En circulation au début	2 950 000	0,19 \$	7 959 715	0,19 \$
Octroyées	---	---	400 000	0,20 \$
Exercées	---	---	(500 000)	0,14 \$
Annulées ou échues	---	---	(4 909 715)	0,21 \$
En circulation à la fin	2 950 000	0,19 \$	2 950 000	0,19 \$
Pouvant être exercées	2 950 000	0,19 \$	2 950 000	0,19 \$

La juste valeur totale des options d'achat d'actions octroyées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2014 s'établit à 0 \$ (35 208 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013). Pour le trimestre finissant le 31 mars 2014, un montant de 0 \$ est inclus dans les frais d'émission d'actions et un montant de 0 \$ est inscrit comme rémunération en options d'achat d'actions (0 \$ et 35 208 \$ respectivement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013). Elle a été estimée aux dates d'octrois selon le modèle d'évaluation de prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2014 (3 mois)	2013 (12 mois)
Taux d'intérêt sans risque	---	1,65%
Volatilité prévue	---	50%
Taux de rendement des actions	---	0%
Durée de vie prévue	---	5 années

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

18 - CAPITAL-ACTIONS - (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions de la société au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013 :

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 mars 2014		Options pouvant être exercées au 31 mars 2014	
	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle		Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante	
	Nombre	Années	Nombre	Années
De 0,10 \$ à 0,145 \$	1 000 000	3,0	1 000 000	3,0
De 0,15 \$ à 0,195 \$	500 000	1,4	500 000	1,4
De 0,20 \$ à 0,245 \$	1 450 000	2,9	1 450 000	2,9
	2 950 000		2 950 000	

Prix d'exercice	Options en circulation au 31 décembre 2013		Options pouvant être exercées au 31 décembre 2013	
	Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante		Moyenne pondérée de durée de vie contractuelle restante	
	Nombre	Années	Nombre	Années
De 0,10 \$ à 0,145 \$	1 000 000	3,2	1 000 000	3,2
De 0,15 \$ à 0,195 \$	500 000	1,7	500 000	1,7
De 0,20 \$ à 0,245 \$	1 450 000	3,1	1 450 000	3,1
	2 950 000		2 950 000	

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

19 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	31 mars 2014 \$ (3 mois)	31 décembre 2013 \$ (12 mois)
Écart de conversion		
Solde au début	2 232 980	(1 673 991)
Variation de l'écart de conversion de la période	1 506 214	3 906 971
Solde à la fin	3 739 194	2 232 980

20 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Premiers trimestres terminés les 31 mars	
	2014	2013
	\$	\$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation</i>		
Diminution (augmentation) de l'actif à court terme		
Débiteurs	(263 384)	231
Stock	(583 867)	---
	(847 251)	231
Augmentation du passif à court terme		
Créditeurs	600 071	689 772
Dû à une société apparentée contrôlée par un dirigeant	---	2 430
	(247 181)	692 433

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

21 - PERTE NETTE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la perte de base par action et la perte diluée par action :

	Premiers trimestres terminés les 31 mars	
	2014	2013
	\$	\$
Perte nette de base et diluée	7 617 420	598 792
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation	283 425 539	275 556 371
Options d'achat d'actions et bons de souscription à effet potentiellement dilutif (1)	81 500 000	5 214 556
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	364 925 539	280 770 927
Perte nette par action de base et diluée (2)	0,027 \$	0,002 \$

(1) Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscriptions dont l'effet est antidilutif. Certaines options, certains bons de souscriptions et droits de conversion sont antidilutifs puisque leur prix d'exercice est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action ordinaire de la société pour chacune des périodes présentées. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2014, les nombres moyens pondérés d'options, de bons de souscriptions et de droits de conversion exclus sont de 1 050 000, 81 388 888 et 0 respectivement (comparativement à 4 159 715 options, 91 150 515 bons de souscription et aucun droit de conversion pour le trimestre terminé le 31 mars 2013).

(2) En raison des pertes nettes subies au cours des trimestres terminés les 31 mars 2014 et 2013, tous les titres potentiellement dilutifs ont été considérés comme étant antidilutifs.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

22 - ÉVENTUALITÉ

Protection de l'environnement

Les opérations de la société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la société est exploitée en conformité avec les lois et les règlements présentement en vigueur. Les coûts pouvant résulter de la restructuration de sites sont comptabilisés aux résultats de l'exercice ou incorporés au coûts des immobilisations corporelles concernées, selon, au cours duquel il sera possible d'en faire une estimation raisonnable.

23- INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

En matière de gestion de capital, les objectifs de la société sont de maintenir des liquidités adéquates pour supporter les activités prévues. La définition de capital inclut les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les objectifs de la société quant à la gestion du capital sont de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de satisfaire à ses obligations financières. La société surveille le capital au moyen de sa consommation de trésorerie mensuelle et ses obligations à court terme liées à ses passifs financiers.

24 - INSTRUMENTS FINANCIERS

a) *Juste valeur des instruments financiers*

La société possède et assume des actifs et passifs financiers tels que de l'encaisse et équivalent de trésorerie, des débiteurs ainsi que des créditeurs, des bons de souscription et des droits de conversion. La juste valeur de l'encaisse et équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs se rapproche de leur valeur comptable puisque que ceux-ci se réaliseront ou seront réglés dans une échéance rapprochée. La juste valeur des bons de souscription et des droits de conversion est déterminée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes.

Le tableau suivant fournit une analyse des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur subséquentement à l'évaluation initiale. Les instruments financiers sont regroupés en niveaux de 1 à 3 selon le degré dans lequel la juste valeur est observable.

- Niveau 1 : évaluation à la juste valeur fondée sur les prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

- Niveau 2 : évaluation à la juste valeur fondée sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

- Niveau 3 : évaluation à la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation incluant une partie importante de données relatives à l'actif ou au passif et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

24 · INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

				31 mars 2014 (non audités) Total des passifs financiers à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Passifs financiers				
Droits de conversion	---	7 760 273	---	7 760 273
Bons de souscription	---	5 729 865	---	5 729 865
	---	13 490 138	---	13 490 138

				31 décembre 2013 Total des passifs financiers à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Passifs financiers				
Droits de conversion	---	4 332 495	---	4 332 495
Bons de souscription	---	3 131 898	---	3 131 898
	---	7 464 393	---	7 464 393

Le tableau suivant présente les variations des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et évalués selon les paramètres du niveau 2 :

	Premier trimestre terminé le 31 mars 2014	Période de douze mois terminée le 31 décembre 2013
	\$	\$
<u>Droits de conversion</u>		
Solde au début	4 332 495	---
Octroyés au cours de la période	---	4 681 245
Variation de la juste valeur au résultat net	3 235 131	(510 831)
Effet de la variation du taux de change présenté au résultat net	167 484	165 481
Effet de la variation du taux de change présenté au résultat étendu	25 163	(3 400)
Solde à la fin	7 760 273	4 332 495

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

24 · INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

<u>Bons de souscription</u>	Premier trimestre terminé le 31 mars 2014 \$	Période de douze mois terminée le 31 décembre 2013 \$
Solde au début	3 131 898	2 716 014
Exercés au cours de la période	---	(8 036)
Variation de la juste valeur au résultat net	2 457 824	100 259
Effet de la variation du taux de change présenté au résultat net	121 072	294 405
Effet de la variation du taux de change présenté au résultat étendu	19 071	29 255
Solde à la fin	5 729 865	3 131 898

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et 2 et entre le niveau 2 et 3 au cours de ces périodes.

b) *Risques de marché*

La société est exposée à la fluctuation des cours du prix de l'or, de la devise américaine ainsi que du dollar canadien, par rapport au franc CFA. La société ne gère pas son exposition à ces risques par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par des contrats de vente à terme. Les risques ainsi que la gestion de ces risques sont demeurés les mêmes par rapport aux exercices précédents.

c) *Risque de change*

Au 31 mars 2014, la société détenait de l'encaisse et des équivalents de trésorerie en dollars canadiens totalisant 559 070 \$CA (3 563 874 \$CA au 31 décembre 2013), alors que sa monnaie fonctionnelle est le Franc CFA.

Au 31 mars 2014, la société détenait, en dollars canadiens, des passifs financiers nets d'environ 762 035 \$ (651 603 \$ au 31 décembre 2013) et des actifs financiers nets d'environ 112 804 \$ (78 078 \$ au 31 décembre 2013). Une variation de 5 % du taux de change entre le dollar canadien et le franc CFA aurait entraîné une augmentation de 36 556 \$ des passifs nets, une augmentation de 5 411 \$ des actifs et une augmentation de la valeur de l'encaisse et des équivalents de trésorerie de 25 453 \$. Cette variation de 5 % aurait donc affecté les résultats de la société pour un montant de (5 691 \$). Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

24 INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)*d) Risque de crédit*

Les instruments financiers qui exposent la société à des concentrations de risque de crédit comprennent les débiteurs et l'encaisse. La société évalue, de façon continue, les pertes probables et constitue une provision pour perte en se fondant sur la valeur de réalisation estimative, au besoin.

e) Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse afin de s'assurer que la société dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

Les créiteurs et charges à payer sont dus au cours du prochain exercice financier.

Les droits de conversion ont le délai d'expiration suivant :

		<u>Quantité</u>	<u>Juste valeur</u>		<u>Date d'échéance</u>
31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 décembre 2013		
		\$	\$		
79 600 000	79 600 000	7 760 273	4 332 495		novembre 2016

Les bons de souscriptions ont les délais d'expiration suivants :

		<u>Quantité</u>	<u>Juste valeur</u>		<u>Date d'échéance</u>
31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 décembre 2013		
		\$	\$		
1 388 888	1 388 888	---	---		mai 2014
80 000 000	80 000 000	5 729 865	3 131 898		octobre 2017
81 388 888	81 388 888	5 729 865	3 131 898		

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(non audités)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

24 · INSTRUMENTS FINANCIERS - (suite)

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mars 2014

	Valeur			
	comptable	De 0 à 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans
Créditeurs	2 712 499	2 712 499	---	---
Debenture convertible - Droits de conversion	7 760 273	---	7 760 273	---
Debenture convertible - Composante dette	7 701 897	---	11 940 000	---
Bons de souscription	5 729 865	---	---	5 729 865
Dette à long terme	7 785 162	4 049 752	4 722 387	---
Marge de crédit	5 770 276	5 770 276	---	---
	37 459 972	12 532 527	24 422 660	5 729 865

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2013

	Valeur			
	comptable	De 0 à 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans
Créditeurs	2 026 257	2 026 257	---	---
Debenture convertible - Droits de conversion	4 332 495	---	4 332 495	---
Debenture convertible - Composante dette	7 393 378	---	11 940 000	---
Bons de souscription	3 131 898	---	---	3 131 898
Dette à long terme	8 030 907	3 897 952	5 195 480	---
Marge de crédit	1 350 398	1 350 398	---	---
	26 265 333	7 274 607	21 467 975	3 131 898

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**(non audités)****Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2014 et 31 mars 2013**

(tous les montants sont exprimés en dollars canadiens sauf si indiqué autrement)

25 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les résultats pour le trimestre terminé le 31 mars 2014 comprennent un montant de 182 697 \$ (142 078 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2013) engagé auprès des administrateurs et dirigeants et de sociétés contrôlées par eux. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie par les apparentés.

26 - ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 8 avril 2014, la société a octroyé 280 000 options d'achat d'actions. Ces options ont un prix d'exercice de 0,25\$ par options. La moitié de ces options viennent à échéance le 7 avril 2015 et l'autre, le 7 avril 2016.

En avril 2014, 250 000 options d'achat d'actions ont été exercés. 125 000 options avaient un prix d'exercice de 0,12\$ par options et l'autre moitié de ces options avaient un prix d'exercice de 0,15\$. Un montant de 33 750 \$ a été encaissé en lien avec l'exercice de ces options.